

## CODE COMMUNAL, LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE ET DISSOLUTION DU SÉNAT

# Bensalah tacle Ziari

**Abdelkader Bensalah a adressé une sérieuse mise au point à Abdelaziz Ziari, jeudi, à l'occasion de la cérémonie de clôture de la session parlementaire d'automne. Le président du Conseil de la nation a critiqué ouvertement les actions des membres de l'Assemblée ainsi que les propos de son président.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)**  
- Le président du Conseil de la nation, personnage au tempérament calme et serein, est finalement sorti de sa réserve, jeudi, à l'occasion de la cérémonie de clôture de la session parlementaire de printemps.

Du haut de son perchoir, Abdelkader Bensalah s'en est pris ouvertement à Abdelaziz Ziari, le président de l'Assemblée populaire nationale, assis au premier rang, face à lui. Après les salutations d'usage, il se lance dans un long réquisitoire. «Il est nécessaire de rappeler que le Conseil de la nation s'est souvent retrouvé dans des situations difficiles en termes de choix. Ses membres, à travers les commissions permanentes, devaient soit se contenter de formuler des recommandations à l'adresse du gouvernement afin que ce dernier prenne des dispositions réglementaires lors de l'application des textes. Cette mesure peut entrer dans une démarche d'apaisement mais ne saurait être considérée comme un remède. Le Conseil de la nation a également la possibilité de rejeter un ou plusieurs articles d'un projet de loi. Mais dans ce cas précis, le Conseil se met dans une situation de rejet de la loi dans sa globalité. Cela nécessite alors le déclenchement de mesures qui nécessitent du temps. Pour certains, cette option pourrait être considérée comme une volonté de bloquer l'action législative. Voilà pourquoi les membres du Conseil de la nation se sont toujours abstenus de recourir à ce mécanisme. Enfin, le Conseil de la nation peut adopter le texte proposé avec ce qu'il comporte comme carence flagrante. C'est ce qui se produit constamment. Vous constaterez que nous sommes face à un réel dilemme», explique Abdelkader Bensalah.

Il entre ensuite dans le vif du sujet en citant nommément les textes de loi qui ont récemment mis les membres du Conseil de la nation face à un «dilemme» : «le code communal et la loi de finances complémentaire». Rappelons que le premier texte avait, dans un premier temps, subi un changement de dernière minute, à travers un «amendement oral» introduit par le président de la commission juridique. Par la suite, il s'est avéré que l'amendement en question était en contradiction totale avec un article de cette même loi. Pour réparer cette «bévue», l'APN



Bensalah critique les actions des membres de l'APN.

décide de «rectifier» la formulation de l'amendement.

Le Conseil de la nation hérite finalement d'une situation inextricable. Quelques semaines plus tard, l'Assemblée provoque un tollé général en introduisant une disposition au projet de loi de finances complémentaire per-

mettant l'importation de la friperie. La mesure, perçue comme étant le résultat d'une opération de lobbying, est dénoncée par les travailleurs et les professionnels du textile. Elle est également très mal vue par les pouvoirs publics. «Pour ce qui est du code communal et la loi de

finances complémentaire, malgré tout ce qui a été dit, les membres du Conseil de la nation, à travers l'adoption de ces deux textes, ont démontré leur sagesse et leur clairvoyance. Surtout que nombre d'entre eux n'étaient pas totalement convaincus de la teneur de certains articles intro-

duits (par l'APN). Malgré cela, ils ne les ont pas rejetés».

Pour lui, «les membres du Sénat ont toujours privilégié l'intérêt suprême sur les carences marginales». Bensalah a clôturé cette longue mise au point par cette phrase lourde de sens : «Au sein de notre institution, nous nous sommes toujours astreints à une obligation de réserve dans nos propos et notre comportement.»

En fait, Bensalah reproche à Ziari d'avoir multiplié les sorties médiatiques pour exiger, dans le cadre des réformes, la suppression du Conseil de la nation. Le président de l'Assemblée populaire nationale n'a pas hésité à qualifier «d'inutile» l'existence même de la Chambre haute.

«Il n'est pas normal qu'une Assemblée désignée puisse bloquer une loi adoptée par une assemblée élue. Il faut trouver une solution au pouvoir législatif. Je crois que l'existence du Conseil de la nation n'a aucune utilité», avait-il dit lors d'une récente interview accordée à la presse. Un point de vue que ne semble pas du tout partager Bensalah.

T. H.

## SON MAJLIS ECHOURA DEVRAIT TRANCHER LA QUESTION

# Le MSP veut se délester de l'Alliance présidentielle

**Lassés de leur position au sein de l'Alliance présidentielle, comme de leur statut de «coopérants techniques» pour reprendre l'expression de Bouguerra Soltani, les membres de la confrérie de feu Mahfoud Nahnah voient, désormais, grand et pensent à ce que la conjoncture internationale leur permette. Et le chef de file du MSP, dans son discours d'ouverture de la session ordinaire du Conseil consultatif (Majlis choura), prononcé hier matin au siège du parti, sis à El-Mouradia, à quelques encablures de la présidence de la République, n'a pas mâché ses mots pour confirmer ses ambitions.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** -Bouguerra Soltani estime que le «Mouvement» est d'un poids prépondérant (chaârat el mizane, aiguille de la balance) dans le processus de réformes et il est en mesure de peser dans le changement souhaité par tous. Pourvu, soutient-il, que le mouvement adhère à cette nouvelle dynamique et y engage ses institutions. A ce propos, il est plutôt catégorique : «Nous avons accepté le rôle de coopérants techniques tout au long des vingt dernières années pour la stabilité et la réconciliation nationale, pour le bien de l'Algérie, pour préserver l'Etat. Et aujourd'hui, il est temps de servir l'Islam, l'Algérie et la Palestine», a-t-il conclu son discours.

Le chef de file du Mouvement s'est ainsi imposé d'autres impératifs : «Il est temps de servir l'Islam, l'Algérie et la Palestine, mais, suivant des critères internationaux. Les conditions ont changé et les jours sont pleins de surprises. Disons que le commandement que surprennent les événements ne mérite pas de durer parce que, tout simplement, il ne répond pas aux exigences internationales, lesquelles



Soltani s'impose d'autres impératifs.

imposeront une nouvelle logique, avec nous ou sans nous», ajoute-t-il.

La session ordinaire du Conseil consultatif du MSP, prévue hier dans la soirée à l'hôtel Soummam de Boumerdès, devait ainsi être décisive pour l'avenir de cette formation. A l'ordre du jour, il est surtout question de discuter du retrait du triumvirat soutenant Bouteflika depuis son accession au pouvoir. Une conférence de presse est programmée à la fin de ce conclave, aujourd'hui en fin d'après-midi pour communiquer les décisions de l'instance souveraine du parti.

Bref, Bouguerra Soltani soutient que l'Algérie n'est pas en reste de ce qui se passe dans les pays arabes. «La période que traverse l'Algérie en tant que partie du monde arabe est une période de réformes globales. C'est un virage historique dont nous nous retrouvons et personne ne veut extrapoler un quelconque modèle, ni tunisien, ni égyptien, ni yéménite, ni libyen, ni syrien et encore moins marocain. Nous voulons un choix algérien, résultant de notre volonté», considère-t-il.

Dans ce contexte, il a indiqué qu'il n'a pas encore eu une copie du rapport sur les consultations politiques menées par Abdelkader Bensalah et que son parti attend comme toutes les autres formations politiques que ce rapport soit rendu public pour débattre de son contenu. «Pour que le débat soit sérieux», souligne-t-il.

Il a, par ailleurs, confirmé en marge de l'ouverture de cette session l'information selon laquelle son parti a établi des contacts avec le Conseil national de transition libyen (CNT). «Ce sont eux qui nous ont contactés. Ils estiment que l'Algérie est un Etat pivot dans la région. Et son gouvernement pourrait jouer un rôle primordial pour trouver une solution au conflit libyen. De rapprocher les points de vue entre les deux clans. Nous avons aussi des contacts à Tripoli. Nous avons confié la mission de formuler des propositions à nos parlementaires dans le cadre institutionnel et suivant les exigences de la politique étrangère de l'Algérie», a-t-il déclaré.

L. H.